

Déclaration d'événement significatif du 16 octobre 2017 relatif au non respect de dispositions de prévention du risque d'explosion lié à l'hydrogène de radiolyse lors des opérations de transfert de déchets de l'atelier HADE

8 février 2018

Division de Caen de l'ASN

Thématique : Inspection sur événement significatif réalisée le 6 novembre 2017 pour comprendre les causes de cet événement et identifier sur site les défaillances des lignes de défense à partir des premières investigations et analyses de l'exploitant

Les inspecteurs ont porté une attention particulière sur :

- la définition des exigences de sûreté associées à l'enceinte blindée, notamment vis-à-vis du risque d'accumulation d'hydrogène dans le volume libre de cet équipement pendant le transfert des déchets
- les modalités de surveillance par l'exploitant de l'intervenant extérieur en charge de faire fabriquer l'enceinte blindée et de réaliser les opérations de reprise des déchets du dissolvant 222-51 de HADE

- le manque d'attitude interrogative de l'exploitant :
 - ✓ absence de retranscription de l'exigence de sûreté préliminaire relative aux critères de conception de l'enceinte blindée (EB), vis-à-vis des risques liés à l'accumulation d'hydrogène dans l'équipement, en exigence de sûreté de réalisation puis de travaux
 - ✓ recours à une méthodologie d'analyse du risque de radiolyse inadaptée au cas de l'EB ayant conduit à retenir un délai d'intervention pour raccorder le système d'extraction d'air et non l'exigence d'un volume libre au sein de l'EB pour la maîtrise du risque
- le défaut de surveillance de l'intervenant extérieur :
 - ✓ absence de programme de surveillance de l'intervenant extérieur et de son fournisseur pendant les phases études et réalisation du projet
 - ✓ absence de visite lors de la fabrication de l'EB, de vérification de la géométrie de l'enceinte lors de sa réception sur site

L'exploitant doit notamment :

- veiller à la cohérence des exigences définies vis-à-vis d'un même risque à tous les stades d'avancement d'un projet de démantèlement
- s'interroger sur le rôle de l'avis de sûreté dans l'instruction d'un dossier d'autorisation de réalisation des opérations vis-à-vis de la détection d'éventuelles incohérences
- renforcer les dispositions mises en œuvre pour respecter les exigences de l'arrêté du 7 février 2012 en matière de surveillance des intervenants extérieurs à tous les stades d'un projet

Au vu de l'examen par sondage réalisé, l'organisation définie et mise en œuvre sur le site de La Hague pour la définition et la prise en compte des exigences de sûreté de conception de l'enceinte blindée de transfert des déchets du dissolvant 222-51 de l'atelier HADE n'est pas satisfaisante.

L'ASN a transmis ses demandes d'actions correctives et demandes de compléments par lettre de suites du 20 décembre 2017 (consultable sur le site de l'ASN).

L'ASN a demandé la communication du plan d'action que l'exploitant aura défini sur la base du retour d'expérience tiré des dysfonctionnements observés tout au long du projet de reprise des déchets dans le dissolvant 222-51 du HADE.



Merci pour votre attention